



La sécurité est une priorité des socialistes

Nous ne pouvons plus, nous ne devons plus avoir sur la sécurité l'approche qui nous a tellement desservis en 2002. L'insécurité sera encore au cœur des prochaines campagnes, il faut donc

faire de la sécurité une de nos priorités, sans complexe, ni tabou, sachant que, ce qui compte, c'est le résultat : parviendra-t-on à rétablir enfin ce droit fondamental qui représente pour les plus fragilisés, un droit à la liberté?

Des méthodes discutables qui ne règlent rien.

Tout d'abord, il convient de faire le bilan des années Sarkozy car s'il est le champion de la médiatisation, il en va autrement sur le terrain. La preuve :

- La police de proximité est supprimée.
- De multiples lois restrictives visant les jeunes et les libertés sont prises.
- On somme les policiers d'avoir des résultats et pour cela on instaure la prime au mérite, ce qui les pousse à la faute lors d'interpellations (affaire Eunice Barber).
- Le record de véhicules automobiles brûlés a été battu lors du 14 juillet 2005.
- Des immeubles occupés par des immigrés brûlent, faisant des victimes sans que les coupables n'aient jamais été identifiés.
- Les prisons débordent, le tout répressif est de règle.
- Le menace du terrorisme plane de façon permanente sur le pays.
- Des trains sont saccagés et les forces de police sont singulièrement absentes lors des incidents.
- Les cités ont brûlé pendant trois mois ; aucune mesure concrète n'a été prise à ce jour, ce qui nous fait craindre qu'à la moindre étincelle cela ne reparte.
- Le trafic de drogue, loin d'être maîtrisé, prend de l'ampleur : la France est le pays d'Europe où l'on fume le plus de cannabis, ce qui favorise le blanchiment d'argent et ses dérives avec une économie parallèle entraînant le trafic d'armes, l'intégrisme et ce que l'on appelle aujourd'hui dans les banlieues «le business».
- Les violences physiques sans mobile ne cessent d'augmenter : + 7.8%, les vols avec violence : + 5.33% ; les menaces : + 4.6%. Tous les indicateurs sont à la hausse : la violence dans les stades, dans les établissements scolaires (nous en avons l'exemple dans notre département). Encore faut-il rappeler que deux actes de violence sur trois ne font pas l'objet d'une plainte...
- Des casseurs agissent en marge des manifestations d'étudiants, et fait nouveau : ils s'en prennent aux personnes physiques et aux commerces et non plus seulement aux forces de police.
- Le rapport de l'INSERM propose de détecter les

comportements à risque des jeunes enfants dès l'âge de trois ans !

On voit bien que l'on est au bout du bout de la méthode Sarkozy et donc de la droite libérale, son bilan est contestable sur la forme, mais aussi sur le fond puisqu'il ne règle rien.

Vers une autre politique

Sans démagogie, sans surenchère mais en changeant de méthode et de mentalité, nous pouvons mettre en place une véritable politique efficace de lutte contre la délinquance en sachant que la police à elle seule ne résoudra pas le problème.

- Le premier gros problème auquel il faudra trouver des solutions, c'est bien le chômage et plus particulièrement le chômage des jeunes qui peut atteindre 40% dans certaines banlieues, des pistes existent, elles doivent être explorées.

- Le deuxième grand chantier doit porter sur la ghettoïsation de tous ces jeunes. Il faut, et tout le monde en est conscient, revoir ces banlieues et mettre en place la mixité sociale, exiger les 20 % de logements sociaux dans toutes les communes. Cela passe par une politique de la ville ambitieuse et volontariste.

- Le troisième point, c'est de créer dans toutes les cités et quartiers sensibles des zones de sécurité renforcée en y instaurant une police de proximité avec les effectifs qui permettent une présence policière jour et nuit. Il faut que règne la loi républicaine et non la loi du plus fort.

- Il nous faudra aussi développer tous les services sociaux qui sont indispensables pour venir en aide aux familles qui n'arrivent plus à s'en sortir toutes seules (éducation pour les enfants, assistance sociale pour la famille, médiateurs, travailleurs sociaux, associations de bénévoles).

- Dernier point et non des moindres : le trafic de drogue ne cesse de croître, diverses méthodes de luttes ont été mises en œuvre, la dernière étant d'être plus répressif envers les utilisateurs puisque nous étions inefficaces contre les trafiquants, toutes ont échoué. Il devient urgent de trouver d'autres solutions. À mon avis, la dépénalisation ou de la légalisation est la seule décision qui permette de combattre le trafic et donc de lutter contre la consommation. En aurons-nous le courage ? Il faut en débattre. On objectera que l'opinion publique n'y est pas prête. Mais après tout, il y a quelques années, elle n'était pas prête non plus à l'abolition de la peine de mort ?

Au lieu de multiplier les effets de muscles, de rouler des mécaniques, de provoquer les jeunes avec des propos « cocktails Molotov » à la manière Sarkozy, nous devons proposer au pays, sans démagogie ni surenchère, un projet sur la sécurité qui soit à la fois efficace et respectueux des libertés.

Ce texte est une proposition du secrétariat fédéral, il est amendable. Envoyez vos remarques et suggestions à la fédération à mon attention.

Jacky VIALLET